

# Militant

## *Lettre de Liaison N° 83 du 20 décembre 2009*

*Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.*

### **Sommaire :**

- Solidarité Pakistan.
- RER A.
- Pourquoi le fiasco de Copenhague est historique.
- Neige, grippe, et capital.
- Nouveau Parti Anticapitaliste : la croisée des chemins.
- Histoire-Géo ! Documents : appel intersyndical et inter-associatif contre la réforme du lycée ; pétition de l'APHG ; texte contre la suppression de l'Histoire-Géo en Terminale S ; article de Denis Collin sur le site de *La Sociale*.
- Sans-papiers.
- Restauration, suite.
- Retour sur le congrès CGT, tribune de Charles Hoareau sur le site de *Rouge Midi*.
- Enseignement public : communiqué commun des fédérations départementales du Var.
- Appel à tous les travailleurs, syndicats, partis, associations et personnalités attachés à la défense des droits ouvriers et des libertés publiques, par l'Intersyndicale et le comité de lutte Continental-Clairoix.
- Interpol au service du pouvoir iranien.

## **Solidarité Pakistan**

Source : <http://www.laborpakistan.org/>

Quatre camarades du Labour Party du Pakistan, organisateurs ouvriers du LEF (Labour Education Foundation), de retour d'une réunion à Gwadar au Baloutchistan, ont perdu la vie dans un accident de voiture survenu le 13 décembre : Najma Khanum, Rehana Kausar , et le chauffeur Wahid Baluch, morts sur le coup, et Abdul Salam Salam, décédé à l'hôpital de cette province où l'état de la voirie a empêché l'ambulance de le conduire à temps. Mohamed Rafiq, président de la fédération des syndicats du Baloutchistan, a été légèrement blessé.

C'est une lourde perte pour nos camarades pakistanais auxquels nous adressons un message de fraternité.

WIN appelle à une collecte de solidarité pour les familles des victimes de ce drame. Adressez vos dons par notre intermédiaire au nom de Felicity Dowling.

\* \* \* \*

## RER A

Une campagne est engagée pour dresser les millions de salariés franciliens contre les conducteurs du RER A en grève pour leurs salaires.

Incontestablement, avec la neige en plus (voir ci-dessous), des millions de gens vivent une galère. Que celle-ci ne soit qu'une amplification de la galère quotidienne du travail (ou de la recherche de travail) pour le capital n'est évidemment pas une consolation.

Une victoire des conducteurs serait une bonne chose pour tous les salariés car elle enfoncerait un coin dans le refus patronal de lâcher sur les salaires par temps de crise.

Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont direction de la RATP et responsables syndicaux sont d'accord pour se lancer périodiquement dans des affrontements strictement délimités, mais délimités à un métier stratégique -les conducteurs-, affrontements qui semblent ne pas pouvoir déboucher, donnant l'occasion de campagnes anti-grèves et anti-travailleurs du métro, campagnes qui ne parviennent pas pour autant à mobiliser les "usagers" en masse.

Mais il y a une chose que personne ne dit, et qu'il est urgent de dire. La voici :

**Si c'est la galère pour des millions de franciliens, ce n'est pas à cause de la grève, mais à cause du service minimum issu de la loi anti-grève d'août 2007.**

En effet, c'est elle qui fait qu'il y a toujours en gros un RER sur deux et des RER aux heures de pointes.

S'il n'y en avait pas, d'abord les salariés, chercheurs d'emplois, étudiants franciliens seraient excusés d'office envers leurs employeurs de ne pas avoir pu se rendre à leur travail au lieu d'être supposés avoir pu attendre une hypothétique et tardive rame bondée. Il serait possible de mettre au pas les patrons et petits chefs zélés qui prétendraient emmerder les gens pour cause de retard ou d'absence dans de telles circonstances.

Ensuite, la grève totale gênerait bien plus la direction de la RATP qui serait immédiatement obligée d'ouvrir des négociations et de faire des concessions.

Donc tout aurait été beaucoup plus vite réglé.

**Contre la galère dans le RER A : A bas le service minimum,  
grève totale pour une victoire totale !**

\* \* \* \*

## **Pourquoi le fiasco de Copenhague est historique.**

Il était prévisible et prévu que le "sommet de Copenhague" ne sauverait pas la planète, n'accoucherait pas d'un plan sérieux et contraignant, réduisant les émissions de CO2 en organisant la reconversion des moyens de transports vers la voiture électrique ou le moteur à eau -solutions techniques connues depuis longtemps-, en supprimant massivement les avions à réaction notamment militaires, en réduisant l'élevage bovin industriel états-unien, canadien ou australien, en instaurant une véritable protection des forêts tropicales. Tout le monde savait très bien que rien de sérieux ni de contraignant ne serait fait dans ces domaines.

### ***Capitalisme et planète terre.***

Tout le monde, à vrai dire, le savait, mais ne savait, et ne sait toujours pas, exactement pourquoi. Le mode de production capitaliste repose sur la combustion des carburants fossiles depuis la révolution industrielle anglaise et plus encore depuis son rebond d'après la seconde guerre mondiale. La combustion et la fumée accompagnent inexorablement ses véhicules, ses usines et ses armes depuis deux siècles et plus encore depuis cinquante ans, et cela n'a pas diminué, mais considérablement augmenté, depuis le "protocole de Kyoto" (1997) censé réduire la chose. C'est structurel : la consommation prédatrice d'énergie fossile en grand est le plus formidable moyen de réduire les coûts de production que l'humanité ait connus à ce jour, et le plus simple une fois résolues les questions d'extraction et d'acheminement. Sans la combustion des roches hydro-carbonées les taux de profits ne seraient jamais repartis à la hausse pendant les "trente glorieuses". C'est pour cela que le mode de vie obligé des travailleurs des pays capitalistes dominants et des "couches moyennes" du reste du monde repose sur "la bagnole", et pas pour simplifier la vie des gens.

Réduire la production d'une branche sans y être contraint économiquement par une crise ou la réorienter sans possibilité de profit immédiat est tout simplement in-envisageable pour le capital.

Les formules technologiques et scientifiques permettant de "sauver la planète" sont connues. A court terme, la question serait de remplacer massivement l'énergie fournie par le pétrole, le gaz et le charbon par l'énergie solaire notamment, ce qui nécessiterait sans doute un recours transitoire et contrôlé au nucléaire, qui présente de gros risques mais pas celui de l'effet de serre. A moyen terme, une modification profonde du mode de production et de vie par le bond en avant des biotechnologies est envisageable : agriculture, aquaculture et sylviculture n'en seraient pas appauvries et standardisées, mais connaîtraient -avec la médecine et la culture de soi- une explosion quantitative et qualitative sans précédent, recombinaison la fusion entre nature et société. A long terme ... à long terme, en l'état actuel des choses nous sommes tous morts, mais place à l'imagination !

Ces composants d'une révolution technologique et agraire ne se heurtent pas à des obstacles techniques, mais à un verrou social : le capital, et les États -tous les États- qui le représentent et assurent ses conditions toujours plus tendues de reproduction et d'accumulation.

## ***Le bilan carbone de l'écologie politique.***

Les courants écologistes, soit soutiennent ouvertement le capitalisme en prétendant le verdir et faire de l'accumulation capitaliste un "développement durable", autrement dit qui dure encore et toujours, soit s'imaginent à l'inverse les seuls vrais révolutionnaires car ne mettant pas seulement en cause le capitalisme, mais la "croissance" et le "productivisme" en général voire la reproduction humaine elle-même. Les écolos radicaux ou "profonds" ne sont pas plus anticapitalistes que les tenants du "capitalisme vert" et du "développement durable" dans la mesure où leur action ne vise pas le capital et ses États et gouvernements, mais cherche à imposer ou à donner l'exemple de "nouveaux comportements" ici et maintenant comme si l'immense majorité de la population pouvait s'abstraire des rapports sociaux dans lesquels elle vit et par lesquels elle vit, même si elle en meurt aussi, et comme si le mouvement réel contre l'ordre existant pouvait venir d'ailleurs que de ceux qui le produisent et le vivent.

Particulièrement inefficace, voire contre-productive, fut la polarisation des Verts français contre des technologies en soi : contre le nucléaire civil d'abord (curieusement pas le militaire !), contre les organismes génétiquement modifiés ensuite, cependant que l'effet de serre, causé par la consommation capitaliste d'hydrocarbures, ne cessait de s'aggraver. Le bilan écologique des écolos est très mauvais, notamment leur bilan carbone, il a même à plusieurs reprises fait le jeu du charbon, du pétrole ou des agro-carburants. Cela malgré le fait qu'il est vrai que l'accent mis sur ces questions fondamentales l'a d'abord été plus par eux que par les courants dominants du mouvement ouvrier. Cela dit, bien sûr, beaucoup de militants, et il va y en avoir de plus en plus, entrent dans la lutte contre le capital par cette voie là, puisqu'il s'agit de notre vie et de celle de nos enfants.

### ***A Copenhague, ils ne sont même pas arrivés à jouer la comédie !***

Puisque les chefs d'États et de gouvernements réunis à Copenhague ne représentent que le capital dont les flux reposent sur la combustion des hydrocarbures, et puisque de surcroît les "ONG" et leur grande foire, que devait être Copenhague, ne jurent que par le "capitalisme vert" et son "développement durable", autrement dit par le capital et son accumulation, tout en intégrant quelques opposants radicaux venus à Copenhague pour en découdre, soit dans les forums officiels ou semi-officiels, soit dans les rues adjacentes, pour toutes ces raisons il était patent, connu et reconnu que Copenhague ne déboucherait sur rien -au mieux sur la formation d'un marché financier des droits à polluer, monstruosité cynique et ridicule qui, ceci dit, n'a pas besoin d'un sommet à Copenhague pour faire sa bulle (financière) toute seule.

Et pourtant, on peut parler d'échec et de fiasco historique, sans illusion aucune sur ce qu'aurait été une soi-disant "réussite" de Copenhague.

C'est que les grands de ce monde ne sont **même pas** arrivés, cette fois-ci, comme ils y arrivaient jusqu'à présent, à monter une comédie bien réglée.

Tout se dérègle et eux-mêmes se prennent les pieds dans leurs propres manipulations. Le caractère historique de Copenhague ne tient pas à ce que la planète

n'y aurait pas été sauvée, comme si cela avait été envisageable une seule seconde, mais au dérapage du spectacle dominant, devenu soudain, et par sa dynamique propre, spectacle d'impuissance et de grossièreté étalée, affichée, exposée.

### ***Barack Obama.***

A été étalé, affiché, exposé, le fait que les États-Unis n'arrivent plus à être le cœur du système mondial. Barack Obama est apparu comme le fauteur de troubles et d'embarras, le facteur de désordre, ce que sont en effet les États-Unis aujourd'hui à l'échelle internationale, au grand désespoir des autres pays capitalistes qui longtemps ont compté sur eux. Mais tout cela, on le savait déjà depuis son illustre prédécesseur Bush junior, et c'était censé changer, un homme intelligent, ce que nul ne contestera, ayant succédé à un supposé crétin.

Et bien, après la décision de l'homme intelligent et prix Nobel "de la paix" de renvoyer des boys en Afghanistan, voici que sa contribution personnelle et active au fiasco de Copenhague est entièrement négative du propre point de vue du spectacle de guimauve mondial-souriant -typiquement obamesque, pourtant ! -qu'aurait dû être ce "sommet", et qu'il aurait été il y a quinze, dix ou cinq ans, et qu'elle scelle une image catastrophique pour le président des États-Unis au nouveau look : il n'est pas le président de celles et ceux qui l'ont élu, mais de Wall Street, et ça se sait, et ça se voit.

L'espoir d'un réformisme capitaliste intelligent, d'une Amérique comprenant sa situation et ne prétendant pas maintenir son leadership par la violence, espoir que nous n'avions pas, mais espoir compréhensible, qui se portait sur Obama, beau produit de ce que l'establishment états-unien est encore capable de faire, cet espoir s'effondre dramatiquement et ce sont des masses qui sont devant le mur, devant la nécessité d'en tirer les leçons pour penser et agir par elles-mêmes.

### ***Chine et Amérique.***

Officiellement, Copenhague n'a abouti qu'à une déclaration rédigée par Obama avec le premier ministre chinois Wen Jiabao et les représentants indien, brésilien et sud-africain. De par son contenu, l'existence de cette déclaration la rend pire que si elle n'existait pas : ces messieurs affirment qu'ils vont contenir le réchauffement à plus 2° centigrades, sans dire comment et sans s'engager à rien. A l'irresponsabilité assumée s'ajoute l'arrogance : on ne fait rien, mais on le fait quand même à votre place, alors restez-y.

Il semble qu'Obama aurait voulu proclamer et assumer ce communiqué seul avec la Chine, affichant une sorte de solitude à deux qui, pour Washington, aurait été un moindre mal, mais qui a fait peur au dirigeant chinois qui est allé chercher les trois autres et les a imposés à Obama, lequel s'est plié. Obama voulait bien apparaître en cogestionnaire du monde avec Wen Jiabao (qui représentait le premier secrétaire du PCC, Hu Jintao, lequel n'est pas venu lui-même : tout ici est significatif), mais Wen Jiabao a compris qu'ainsi Washington et Pékin seraient apparus comme les deux cogestionnaires du fiasco, ce qu'ils sont de fait.

Il avait d'ailleurs déclaré en mai dernier : "*Certains émettent l'idée que la Chine et les États-Unis vont diriger le monde en commun. C'est une idée fausse et déraisonnable*". Ces propos et d'autres du même style laissent ouvertes volontairement toutes les interprétations, celles qui voient dans le régime chinois un "facteur de paix" ne voulant pas diriger le monde comme celles qui pensent qu'il se prépare tout doucement à supplanter les États-Unis par une savante tactique taoïste de *Wou Wei* ("non agir") consistant à laisser ces derniers s'enfoncer tout seuls.

Ni l'une, ni l'autre de ces interprétations n'est la bonne. La réalité est que la situation est inextricable pour les dirigeants chinois eux aussi. Ils ont fait, par la dictature de l'appareil du PC, de leur pays l'atelier du monde capitaliste, et ils se retrouvent pilier du système capitaliste mondial en crise. Ils ne peuvent l'assumer. Ni en prenant la place des États-Unis ce qui supposerait les liquider en faisant plonger le dollar -mais les débouchés de l'atelier du monde chinois disparaîtraient du même coup et celui-ci s'effondrerait après avoir scié la branche sur laquelle il est assis. Ni en jouant les n°2 comme atelier et comme créancier, ce que leur demande Obama, car cela suppose une dépendance et une soumission éternelles ainsi qu'une dégradation de la situation du peuple chinois dont il ne veut pas. Dans le premier cas de figure, la Chine plonge avec l'Amérique, dans le second l'Amérique la fait payer. Le statu quo n'étant pas tenable non plus, nous sommes de fait dans la seconde hypothèse (pour l'instant), mais Wen Jiabao ne veut pas que ça se voit.

C'est pourquoi, il a imposé à Obama les trois autres, Inde, Brésil et Afrique du Sud (juste après le départ de Medvedev, le chef d'Etat russe), montrant que le régime chinois, dans l'intérêt du capital, est disposé à coopérer, mais veut le faire souverainement et à ses conditions. Ce qui se jouait dans ce théâtre d'ombres ne concernait pas les écotaxes ni le "développement durable", mais un rapport de force de plus en plus tendu entre les dirigeants des deux pays clefs qui estiment avec dépit qu'ils sont pour l'instant encore condamnés à s'entendre.

### ***Les puissances secondaires.***

Obama ayant obtenu sa comédie de leadership, Wen Jiabao ayant obtenu que ce ne soit pas à deux seulement, restait un point sur lequel l'entente entre eux n'a visiblement souffert aucune nuance : les invités au club des cinq -Inde, Brésil, Afrique du Sud- ne devaient comporter aucune puissance capitaliste industrielle dominante autre, ni le Japon, ni aucun pays européen (ni la Russie, Medvedev étant opportunément parti juste avant).

Le message au Japon et aux pays de l'Union Européenne est ici sans ambiguïté. Il explique au passage les gesticulations du président français, qui ajoutent une touche folklorique au piteux tableau d'ensemble : sachant, comme tout le monde, que l'opération diplomatique n'aboutirait pas, il a voulu jouer les sauveurs du monde et seule l'"indépendante" et "courageuse" presse française a donné écho à ces tartarinnades, dont la maladroite emphase cachait mal le dépit d'être traité pour ce qu'il est, le représentant d'une puissance secondaire et de plus en plus secondaire.

***"Sud" = "Nord" = capital.***

Quelles sont les raisons censées être l'origine de "l'échec" ?

Les raisons profondes et réelles, nous les avons données ci-dessus, mais comme elles ne peuvent pas être les raisons officielles, il y a donc une façade que l'on peut résumer ainsi : les "pays du Sud" veulent qu'on leur paye leur manque à gagner si ils consentent à réduire leur production de pétrole ainsi que les coûts d'une éventuelle baisse de sa consommation, et les "pays du Nord" voudraient que ceux "du Sud" fassent plus de sacrifices pour le bien commun, ne voulant pas financer ceux-ci. Autrement dit, les intérêts capitalistes s'imposent et bloquent tout dans les deux cas, puisque les revendications du "Sud" sont, ni plus ni moins, celles des compagnies pétrolières (occidentales ou nationalisées, et dans ce cas toujours liées à la finance et la distribution pétrolière occidentales).

La Chine a affirmé qu'elle réduirait ses émissions par point de PIB de 40 à 45% d'ici 2020 par rapport à 2005 -en d'autres termes, qu'à un taux de croissance égal elle compte doubler ses émissions ! - et a rejeté tout contrôle international, les pays du "Sud" ont soutenu ces revendications.

Le soutien verbalement le plus vigoureux est venu du président vénézuélien Chavez, dans un discours dont les médias de gauche et d'extrême-gauche ont retenu une belle phrase (trouvée par Chavez dans un livre d'Hervé Kempf) : *"Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé."* Certes, mais il vaut le coup de lire le reste du discours de Chavez : il y dénonce les *"500 millions de personnes les plus riches"* qui sont *"responsables de 50% des émissions"*. On ne savait pas qu'il y avait 500 millions de capitalistes sur cette planète -si c'était le cas, il n'y aurait plus de planète depuis longtemps. On ne savait pas non plus qu'ils n'habitent que les pays "riches". Par ce discours démagogique, Chavez attaque la classe ouvrière des pays riches, donc il attaque la classe ouvrière mondiale. Il l'attaque au compte des "pays du Sud", leurs compagnies pétrolières en tête, celles du Venezuela comme celles d'Arabie Saoudite, qui réclament qu'on les paye si elles doivent progressivement se recycler un jour -et elles savent qu'elles devront le faire, indépendamment de toute pression due au réchauffement, puisque leurs réserves ne sont pas inépuisables. Au compte des "pays du Sud", c'est-à-dire au compte du capital.

Soyons clairs et nets : la phrase volée *"Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé"*, dans le contexte réel du capitalisme pétrolier vénézuélien et de la conférence de Copenhague, n'est que du soutien "gauche" aux compagnies pétrolières saoudiennes et autres, occidentales comprises. Le "Sud" est décidé à exiger du "Nord" une "aide" dont le poids retomberait sur les classes ouvrières du "Nord" comme du "Sud", tout en sachant que le "Nord" ne le souhaite pas ; et le "Nord" est décidé à exiger du "Sud" de vrais "efforts" pour le climat, tout en sachant que le "Sud" n'y consentira pas : les uns et les autres ne sont-ils pas des hypocrites meurtriers de A à Z ?

En prime, ils ont officialisé le non respect du protocole de Kyoto, le "Sud" disant que puisque le "Nord" ne le respecte pas, alors lui non plus.

"Sud" et "Nord" étaient dès le départ **d'accord pour apparaître en désaccord**, de façon à faire croire aux naïfs que la responsabilité de la liberté de brûler des hydrocarbures, qu'ils prennent les uns et les autres, incombe à l'autre. Derrière le "Sud",

derrière le "Nord", un seul acteur, le capital. Certes, il y a concurrence entre capitalistes et entre États capitalistes, mais sur le sujet du réchauffement, il n'y a qu'un seul intérêt capitaliste : laissez nous accumuler, développer, brûler la planète, de façon "durable", et circulez !

### ***Circulez !***

Circulez : c'est ce que se sont entendu signifier les milliers de représentants d'ONG venus à la foire alter, bio, morale et durable de Copenhague.

Cet aspect du fiasco est lourd de sens. Copenhague devait être un spectacle, monté par les "Nations Unies" et représentant la "société civile". Dans la conception de la "world democracy", la "société civile", concept remis au goût du jour pour remplacer les classes sociales et les peuples opprimés, ne saurait être représentée ni par des élus démocratiquement désignés après un débat et l'expression de points de vue et d'intérêts différents, ni par des organisations indépendantes construites par les intéressés eux-mêmes et s'appuyant sur leurs traditions de lutte.

Sur un modèle mixte s'inspirant à la fois des églises, notamment catholique, et des lobbies anglo-saxons, les "ONG" sont censés représenter la "société civile", tel un chœur fournissant sa musique de fond au concert des puissants sis sur le devant la scène.

Dans ce cadre, les organisations du mouvement ouvrier deviennent des ONG à leur tour -ainsi a été conçue la CSI (Confédération Syndicale Internationale), naturellement présente à Copenhague, qui cherche à remplacer le 1<sup>o</sup> mai, journée internationale de lutte pour la réduction du temps de travail et l'abolition du salariat, par le 7 octobre, journée mondiale de communion pour un "travail décent".

La "cinquième Internationale" récemment appelée de ses vœux par le président vénézuélien présenterait elle aussi cette caractéristique de ne pas être indépendante des États et des gouvernements capitalistes, mais d'émaner de certains d'entre eux.

A priori, tout ce monde, les contestataires sincères y compris, englués dans la dynamique d'ensemble, devait faire du "Bella Center" de Copenhague le forum expo de la "société civile" onusienne mixte et métissée comme Obama (ou comme Chavez), affichant sa "diversité" pour aboutir à la communion consensuelle du "on fait tous ensemble quelque chose pour le climat" ...

La mécanique s'est détraquée, difficile de dire exactement quand, où et comment, sans doute dès le début, et cet aspect, nullement négligeable, de l'opération "Copenhague", s'est retourné en son contraire. Par milliers et par milliers, dans une désorganisation croissante et une gabegie au demeurant fort polluante, les représentants de la "société civile", les ONG dites écologiques, se sont vus refusés l'accès au "Bella Center" devenu tour d'ivoire. Par milliers et par milliers, des jeunes venus "sauver la planète" et les ours blancs, aux motivations souvent humanitaires, œcuméniques voire religieuses, se sont vus refoulés et traités en ennemis, se retrouvant dans la rue à crier aux côtés des militants d'extrême-gauche, par dizaines et dizaines de

milliers, se retrouvant arrêtés en masse, les mains liées, gardés par une police danoise aux uniformes de cosmonautes, parqués sans pouvoir aller pisser pendant des heures dans le froid. Une fois que le processus du fiasco avait commencé, il allait jusqu'au bout, jusqu'à la lie.

Le vieux monde a raté son banquet à Copenhague et une partie de la jeunesse, avenir du monde, est allée s'y frotter et ne voudra plus s'y piquer. Toute la planète officielle était à Copenhague, financiers, idéologues, technocrates, diplomates, ecclésiastiques, chefs d'États, d'Amadinejad à Obama et de Sarkozy à Chavez. Elle représentait ce vieux monde assassin qui refuse la vie et l'avenir. Nous avons eu, à Copenhague, le carnaval de tout ce dont nous ne voulons pas et de tout ceux dont nous ne voulons plus. La vie est ailleurs. Dans l'Internationale du XXI<sup>e</sup> siècle, celle des exploités et des opprimés, celle de l'émancipation humaine.

\* \* \* \*

## **Neige, grippe, et capital.**

Pendant ce temps, il neige. Rien de plus normal à cette époque, dans l'hémisphère Nord, bien que l'automne ait été anormalement chaud ...

Dans une société orientée par la vie de ses membres, quand il neige, on devrait en profiter et faire, par exemple, de gigantesques batailles de boules de neige !

Dans la société capitaliste mûre et avancée d'aujourd'hui, pas question de rater le boulot, pas question de ralentir le flux continu d'argent, de pétrole, de marchandises. Résultat, au plus grand péril de tous, et pour une pollution maxi, tout le monde est obligé de se précipiter au petit matin, dans un nombre de véhicules carburant au pétrole qui n'a jamais été aussi élevé ...

Comme, de surcroît, les services publics de l'Équipement ont été privatisés ou (cas de la France) décentralisés, pour motif d'efficacité capitaliste, ils sont quelques peu débordés par ce que les médias capitalistes n'appellent plus de "la neige" mais un "épisode neigeux" motivant un "plan grand froid" assorti d'une "alerte orange de niveau 4".

Comme à Copenhague, ils font du cirque, de sorte que personne ne peut dire que l'"épisode neigeux" n'aura pas été annoncé. Annoncé, certes, mais pas anticipé, puisque d'une part la circulation du capital ne saurait ralentir quand bien même le ciel nous tombe sur la tête, et que d'autre part les services publics de moins en moins publics sont de plus en plus en peine de rendre service.

Résultat : en Europe occidentale comme sur la côte Est de l'Amérique du Nord, on frise le collapsus ! Pour quelques degrés en dessous de zéro et quelques centimètres de neige arrivant enfin fin décembre, panique, abandon, proclamation, état de siège, délire, merdier généralisé ...

Dégager efficacement les routes, et pouvoir faire de gigantesques batailles de boules de neige, est incompatible avec le capitalisme. Constat qui paraîtra délirant à quiconque ne sort pas du conditionnement nécessaire à la reproduction de ce système, mais qui n'est que du **réalisme** modéré et raisonnable.

Au risque de paraître grognons, alors qu'il s'agit simplement de **réalisme** modéré et responsable, il faut dire qu'avec la grippe dite "A", c'est pareil ! Et pourtant, elle n'était pas bien méchante.

Et pourtant ... Sauf que justement : pour une petite grippe, on a eu droit à une campagne d'affolement, à la tentative nationale de prendre en charge une grande campagne de vaccination sans passer par les organismes de santé publique ni par les médecins, au fiasco accablant de cette opération, aux dégâts collatéraux et aux victimes non décomptées de cette gabegie irresponsable et scandaleuse ...

Qu'est-ce que ça serait si on avait affaire à une vraie épidémie grave ?

**Hé, les députés d'opposition, une petite commission d'enquête sur le bilan de la campagne anti-grippe A, vous en pensez quoi ?**

\* \* \* \*

## **Nouveau Parti Anticapitaliste : la croisée des chemins.**

Le vote interne qui vient de se dérouler dans le NPA enfonce le clou : l'époque du parti à la mode appelé à une ascension fulgurante est révolue.

Le score des Européennes avait déjà montré deux choses.

D'abord que les sentiments et aspirations anticapitalistes réelles et massives sont passées dans les abstentions qui étaient plutôt ici, carrément, des refus de vote, et donc que le NPA non seulement est très loin d'en avoir le monopole, mais n'en exprime même qu'une frange minoritaire.

Ensuite que le Front de Gauche (PCF-PG à cette date) a fait un meilleur score que le NPA non parce qu'il était plus (ni parce qu'il était moins) "anticapitaliste" mais parce que, regroupant plusieurs partis, il apparaissait donc comme plus unitaire et par conséquent comme allant un peu plus dans le sens d'une issue politique ici et maintenant contre Sarkozy, une alternative -bien qu'il ne constitue pas du tout une telle alternative à ce jour.

Ces réalités ont percuté le NPA dans lequel trois motions se sont départagées à propos des élections régionales.

La motion A, celle de Besancenot et de l'appareil dirigeant, proposait de mandater cette même direction pour refuser toute alliance et ensuite voir au cas par cas, autrement dit pour faire la cuisine qu'elle voudrait ; contre elle la motion B, en grande

partie inspirée par les camarades de l'ancienne fraction "l'Étincelle" de Lutte Ouvrière, proposait de refuser effectivement toute alliance au nom de la pureté révolutionnaire, laquelle ne prescrit pas pour eux d'aller vers la révolution mais d'attendre et d'apprendre à passer le temps dans la société capitaliste ; et contre elle encore, la motion C préconisait sans le dire très clairement (mais chacun avait compris) d'essayer de rejoindre le Front de Gauche -en le rejoignant, toutefois, non comme une force d'entraînement pour conquérir des exécutifs régionaux unitaires et mandatés, mais comme une force de pression par la gauche refusant d'aller dans les dits exécutifs ...

4500 militants ont voté sur 8000 (contre 9000 annoncés lors de la création du NPA), qui se sont répartis entre les trois motions sans majorité : 36,3% pour la A, 28,5% pour la B, 31,5% pour la C (qui aurait vraisemblablement été en tête si ses premiers inspirateurs, le courant de Christian Piquet, n'avait pas quitté/été poussé dehors pour devenir une composante du Front de Gauche).

C'est là un échec politique profond de la direction du NPA, ancienne direction de la LCR, qui a construit l'impasse dans laquelle se trouvent les militants combattifs et dévoués de ce mouvement

En effet aucune de ces trois options ne répondait, ni ne répond, à ce dont ont besoin les travailleurs et donc à ce qui serait *réellement* anticapitaliste.

**A savoir** : exiger publiquement et largement l'unité sans condition autre que le refus de toute alliance à droite et au centre, immédiatement, en proposant un programme minimum d'urgence -l'interdiction des plans collectifs de licenciements et l'engagement à bloquer l'application de la réforme territoriale de Sarkozy- à toutes les autres forces de gauche PS compris, se faire la force d'entraînement de cette bataille pour défaire Sarkozy, bref, en se montrant unitaire, être révolutionnaire.

Au lieu de cela, la direction du NPA et les dirigeants de ses deux principaux courants oppositionnels sont installés dans le refus de l'unité des travailleurs contre la droite et les patrons au nom du dégoût que suscite en eux "le PS". Selon le texte voté par le CPN (conseil politique national) du NPA du 13 décembre :

*La rupture avec le Front de gauche au plan national résulte des conditions politiques imposées par celui-ci, dans lequel le PCF a joué un rôle décisif, visant à nous contraindre à gérer les régions avec le PS.*

Sauf qu'il n'y avait aucune difficulté pour le PCF à reprocher au NPA de vouloir faire campagne commune en refusant de vouloir prendre le pouvoir en commun. Nulle part et surtout pas nationalement le NPA n'a appelé à gagner à gauche dans toutes les régions et à faire des exécutifs pour mobiliser contre Sarkozy, bloquer les plans de licenciements collectifs et bloquer la réforme territoriale. On aurait alors vu ce que pensait la base et comment le PCF aurait pu essayer de "contraindre" les malheureux dirigeants du NPA à -horreur ! - "gérer les régions avec le PS". Visiblement, comme les dirigeants du PCF, ceux-ci n'envisageant pas de "gérer une région avec le PS" ou sans lui autrement qu'en faisant de la gestion au service du capital, parce qu'ils n'envisagent pas leur "anticapitalisme nouveau" comme un combat pour prendre le pouvoir et aider notre classe à prendre le pouvoir !

De son côté, la motion C a défendu au CPN du NPA une version sophistiquée et politicienne de la position de la motion A :

*Sur la question des exécutifs, rechercher une position commune sans en faire, en cas d'échec, un point de rupture. Cela signifiait concrètement que le PCF ne pouvait prétendre exiger du NPA un quelconque engagement à participer à des exécutifs dominés par le Parti socialiste et/ou Europe Écologie, à quoi il faut ajouter que les élu-e-s du NPA conserveraient une totale liberté de vote, y compris sur le vote du budget. Mais cela impliquait aussi que le NPA n'exige pas du PCF et de ses autres partenaires qu'ils s'engagent à ne pas participer à des exécutifs dominés par le Parti socialiste et Europe Écologie.*

Autrement dit ; pas plus que la motion A, on ne combat pour de vraies majorité de gauche prenant le pouvoir dans les régions et combattant pour défaire Sarkozy, mais on accepte que le PCF "gère les régions avec le PS" en subventionnant les patrons, en déléguant les services publics, et tutti quanti, tout en s'alliant avec lui, pourvu qu'il ne nous demande pas de venir le faire avec lui.

Évidemment la motion B peut s'imaginer devant ce bal des faux culs avoir préservé sa virginité, mais il n'en est rien :

*Rassembler le NPA, cela veut dire mettre la question des luttes au centre de nos préoccupations dans la période qui vient. La campagne pour les régionales doit servir à porter des mesures d'urgence anticapitalistes face à la crise et les moyens pour les imposer, c'est-à-dire la nécessité d'une lutte d'ensemble des jeunes et des travailleurs contre la politique de Sarkozy et pour le renversement du capitalisme.*

Pendant que le NPA s'opposera à l'unité au plan national et complétera au plan local ce refus en cherchant de petits arrangements avec ceux qui veulent "gérer les régions avec le PS", sans qu'à aucun moment ne soit posée par le NPA la question d'une gestion politique, de gauche, unitaire, rompant avec Sarkozy, bloquant l'application de sa réforme territoriale, la motion B complétera le bal des faux culs en mettant "la question des luttes au centre de nos préoccupation", ah mais !

Derrière la phrase anti-PS, se cache la réalité, déjà testée parfois, qu'arrivés dans des positions de pouvoir suite à des élections, les responsables NPA ne savent pas faire autre chose que la majorité des élus "de gauche" : de la gestion au service de l'économie capitaliste et de l'État sarkozien et pas de la politique. Au contraire, combattre pour des exécutifs régionaux unissant toute la gauche, et devant servir de bases d'appuis pour faire campagne contre les licenciements et pour bloquer la réforme territoriale de Sarkozy, ouvrirait une perspective, non pas de gestion, mais de combat pour le pouvoir de la majorité : autrement dit, un vrai combat révolutionnaire et anticapitaliste. Sur ce combat pourraient se construire des listes de gauche englobant le Front de Gauche et l'élargissant, ou comportant des secteurs du PS -par exemple ceux qui en Languedoc refusent l'alignement sur un Frèche, ou sur un Dray dans l'Essonne ou les appels de Royal au Modem dans le Poitou ...

Aucune des trois motions proposées n'envisageant cela, les militants du NPA, surtout les jeunes, auxquels on a appris à confondre radicalisme verbal et action révolutionnaire, dénonciation du méchant PS et action anticapitaliste réelle affrontant les dirigeants des vieilles organisation en rassemblant les travailleurs, commencent à se démoraliser en croyant parfois que "le mouvement social a reflué" et que ni l'époque, ni la classe ouvrière, ne seraient plus révolutionnaires, alors que leur propre engagement

de jeunes attirés par le sigle et l'image initiaux du NPA prouve le contraire !

Tout ce qui va leur être proposé maintenant sera de faire une campagne électorale isolée et activiste. Ils méritent mieux. Ils méritent un parti révolutionnaire, qui en avançant ici et maintenant le combat pour en découdre avec Sarkozy, pour un autre gouvernement, soit à la hauteur de leurs aspirations. Ils sont en train de voir que le NPA, nouvel oripeau d'un vieil appareil aujourd'hui friand de "cinquième Internationale" sous la direction de Chavez, ce n'est pas ça. Il arrive que de telles déceptions rendent un jeune cynique et le fassent vieillir et renoncer au combat. Mais elles peuvent aussi le conforter à continuer et à construire une issue.

\* \* \* \* \*

## Histoire-Géo !

Une rumeur parcourt le pays : Chatel, c'est-à-dire Sarkozy, veut sabrer l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie. Des contre-rumeurs sont lancées. Soyons clairs, la rumeur a raison. Mise à sec des services publics et idéologie sont ici à l'œuvre conjointement. L'attaque contre l'enseignement de l'Histoire est le cœur symbolique et réel d'une contre-réforme qui vise à faire fonctionner les lycées comme les collèges "Ambition réussite" (déréglementation, mépris des élèves et des connaissances au nom de l'adaptation à leur prétendue demande ...), ce qu'aucun ministre n'a encore réussi à faire.

Mais attention : les directions de plusieurs organisations qui ont, par ailleurs, leurs relais dans le PS, SGEN-CFDT, UNSA-Éducation, direction de la FCPE prétendant parler au nom des parents et se retrouvant là dessus bien d'accord avec la direction de la fédération PEEP "de droite", et les "syndicats lycéens" UNL et FIDL, **soutiennent** la contre-réforme du lycée de Chatel et Sarkozy.

Ils ont de la mémoire, nous aussi : au temps d'Allègre, quand celui-ci était ami de Jospin et ministre de l'Éducation nationale avant d'être climato-sceptique et ami de Sarkozy, les mêmes l'ont soutenu, assidument, cherchant à dresser contre "les profs" une partie du peuple de gauche avec la complicité active de bon nombre d'idiots utiles dans toutes les organisations.

Le SGEN-CFDT, comme il se doit, est allé le plus loin : il a demandé officiellement au ministre de ne même pas maintenir l'Histoire comme option en Terminale S, de la supprimer complètement. Des éradicateurs !

Le SNES-FSU a été conduit dans cette situation à appeler à une manifestation nationale le samedi 23 janvier précédée selon ses souhaits d'une grève nationale. Le plus simple serait assurément une grève pour tous monter à Paris au ministère ! Ce mouvement qui se cherche sera naturellement lié aux mouvements des élèves d'IUFM et à la recherche en cours d'une contre-offensive après la défaite de l'an dernier qu'a été le passage des décrets réformant les concours. Non représentés par leurs "syndicats", les lycéens commencent à manifester ça et là. Le feu couve à nouveau. Il faut le centraliser et l'aider par la réflexion.

Nous reproduisons ci-dessous quatre textes :

- l'appel d'associations professionnelles concernant la contre-réforme du lycée, soutenu par les syndicats de l'enseignement secondaire de la FSU, de la CGT et de FO ainsi que par SUD Éducation et le SNALC, ce qui signifie que l'unité de tout le second degré contre le ministre (et contre les directions de l'UNSA et du SGEN-CFDT) est en train de se réaliser,
- l'appel de l'association des professeurs d'Histoire et de Géographie,
- un appel complémentaire au précédent impulsé par des militants de la Libre pensée et du POI,
- et un texte de réflexion de Denis Collin, professeur de Philosophie, publié sur le site <http://la-sociale.viabloga.com/>.

\* \* \* \*

**SNES-FSU, SNEP-FSU, SNETAP-FSU, CGT Educ'action, SUD Education, SNALC-CSEN, SNFOLC, SNCL-FAEN**

*Les associations suivantes appellent aussi à signer cette lettre :*

***AEAT (Association des enseignants d'activités technologiques),  
APBG (Association des professeurs de biologie géologie),  
APLV (Association des professeurs de langues vivantes),  
SLNL (Société des langues néo-latines),  
APSES (Association des professeurs de sciences Économiques et sociales)***

Monsieur le Ministre,

Votre projet de réforme est inacceptable.

Il constitue une réforme globale du second degré à travers les modifications du décret EPLE qui concerne également le collège.

Il se traduit par :

- un accroissement dangereux de l'autonomie des établissements et des prérogatives des chefs d'établissements. Ainsi serait confié à la gestion locale près d'un tiers de l'horaire professeur au risque de conduire au développement des inégalités et à la concurrence entre les disciplines, voire entre les établissements ;

- un « accompagnement personnalisé » des lycéens installé au détriment des horaires disciplinaires dispensés aux élèves et qui ne répond pas à leur demande légitime ;

- une dénaturation de l'enseignement disciplinaire, en particulier pour les disciplines qui sont cantonnées en seconde dans les enseignements d'exploration réduits à 1h30 ;

- la mise en place d'un tronc commun en classe de première qui ne répond en rien à de réelles possibilités de changement de parcours pour les élèves, mais qui permettrait

l'augmentation des effectifs dans les classes et la poursuite des suppressions de postes ;

- une extension des missions des enseignants bien au-delà de leurs responsabilités, en premier lieu sur l'orientation et une remise en cause des missions des conseillers d'orientation psychologues.

Il n'apporte aucune réponse à la demande unanime d'amélioration des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des élèves. Pourtant, le lycée doit être amélioré et personne ne peut se résoudre à la persistance de l'échec d'un nombre important de jeunes, en particulier en classe de seconde.

**Nous vous demandons solennellement de renoncer à ce projet, de reprendre les discussions sur d'autres bases, et de poursuivre celles sur les séries STI - STL.**

\* \* \* \*

### **Appel pour le maintien d'un enseignement obligatoire d'Histoire et de Géographie en Terminale scientifique**

L'Assemblée Générale de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG), réunie le dimanche 29 novembre 2009 au Lycée Saint Louis à Paris.

Condamne et rejette tout projet de réforme des Lycées aboutissant à la disparition de l'Histoire et de la Géographie dans les classes de Terminale scientifique.

Exige le maintien d'un enseignement obligatoire en Terminale scientifique (TS) débouchant sur une épreuve au Baccalauréat.

Souligne combien l'Histoire et la Géographie éclairent fondamentalement les débats contemporains sur les identités, les cultures, les territoires et la mondialisation.

L'APHG invite toutes celles et tous ceux qui approuvent cet appel à le signer et à le faire signer.

\* \* \* \*

### **APPEL**

« L'Histoire est la conscience de l'humanité » a écrit il y a plus d'un siècle et demi le grand journaliste libéral Émile de Girardin. C'est à cette conscience de l'humanité que s'attaque aujourd'hui le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel, diplômé de marketing, ancien chef de produit, puis chef de groupe enfin directeur des ressources humaines de l'Oréal leader mondial de cosmétiques.

#### **Une mise à mort programmée.**

Il vient en effet d'annoncer sa volonté de rendre cet enseignement optionnel en

terminale S celle qui accueille plus de la moitié des effectifs de l'enseignement général en terminale. En réalité cette transformation en enseignement facultatif d'un enseignement jusqu'ici obligatoire et figurant comme tel au baccalauréat préfigure sa disparition définitive à moins que les enseignants s'appuyant sur une mobilisation de tous les citoyens attachés à l'école républicaine ne contraignent le ministre à renoncer à son projet. Luc Chatel croit nous donner le change en annonçant le maintien voire le renforcement de cet enseignement en première assorti d'une épreuve anticipée du bac à la fin de cette année. Mais concentrer sur deux ans ce qui s'étudiait en trois ans suppose inévitablement soit que l'on sacrifie des pans entiers du programme d'histoire contemporaine soit leur « compactage » en « thèmes » vagues et larges, propices à tous les endoctrinements, où l'idéologie préétablie submergera toute connaissance de faits objectifs.

### **On massacre l'enseignement de l'histoire depuis plus de trente ans.**

L'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie dénonce à juste titre ce dispositif et ses conséquences corporatives. Nous voudrions ici souligner la continuité entre cette contre réforme et celles qui l'ont précédée : dès les années 1970, fut imposée en primaire la dissolution de nos disciplines dans le brouet clair de « l'éveil » et au collège apparurent les « thèmes » diachroniques ; si bien qu'en 1979 Alain Decaux pour le grand public, Pierre Goubert avec le prestige que lui conféraient ses travaux universitaires sonnèrent l'alarme : on n'apprend plus l'histoire à vos enfants.

Le lycée épargné jusque là subit à son tour l'assaut des démolisseurs : en 1995 le ministre Bayrou bouleverse les programmes de seconde sous prétexte d'y introduire l'enseignement du « fait religieux » et afin de souligner les hypothétiques racines communes aux nations européennes et en particulier leurs prétendues racines chrétiennes. Cela nous valut un programme à thèmes totalement désarticulé sans aucun souci de cohérence chronologique et interdisant par conséquent toute appréhension de la causalité en histoire : le citoyen à Athènes au V<sup>e</sup> siècle, naissance et diffusion du christianisme, la Méditerranée au XII<sup>e</sup> siècle, carr efour de trois civilisations (souligner les fondements religieux et politiques), Humanisme et Renaissance, la Révolution et l'Empire...

Pour faire face à l'indifférence croissante des familles et des jeunes à l'égard des questions religieuses dans une Europe de plus en plus sécularisée, on choisit de les aborder par le biais du culturel ce qui nous valut de beaux chapitres magnifiquement illustrés sur la Renaissance artistique des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles mais au prix d'un escamotage des questions suivantes : la découverte de l'Amérique, le commerce transatlantique et la traite esclavagiste, l'effacement de la Méditerranée au profit des Etats situés sur la façade atlantique ! Le chapitre traditionnel sur la société d'Ancien régime passait lui aussi à la trappe, on étudierait désormais la Révolution en omettant de rappeler précisément ce qu'était cette société du privilège qu'elle abolit en proclamant l'égalité en droits ! Nouvelle offensive en 2003 : au nom de l'approche thématique, on imposa aux élèves de première littéraire et économique et sociale d'étudier l'histoire du premier XX<sup>e</sup> siècle avec la grille de lecture suivante : « guerres, démocraties et totalitarismes » (1914 1945), inspirée directement par le révisionniste allemand Ernst Nolte.

Cette confusion délibérément entretenue entre nazisme, fascisme et stalinisme au

nom du fumeux concept de totalitarisme faisait fi des circonstances historiques différentes qui avaient présidé à la naissance de ces régimes, ignorait les forces sociales qui les soutenaient, les objectifs poursuivis, l'un menant à la chambre à gaz et l'autre au camp de travail suivant la formule de Raymond Aron. Cet envahissement majeur du thème du totalitarisme permettait de gommer le rôle des magnats de la sidérurgie allemande dans la venue au pouvoir de Hitler, d'effacer le lien entre la grande crise de 1929 et la marche à la seconde guerre mondiale ! Celle-ci disparaissait des programmes de troisième et devenait une crise comme une autre, un accident de la croissance en première ! D'une manière générale, les faits économiques et les luttes sociales n'étaient plus mis en rapport avec les événements politiques, et la trame chronologique était disloquée par ces fameux thèmes, interdisant de fait aux lycéens de première de trouver une quelconque causalité dans l'enchaînement des événements.

### **La fin de l'histoire ?**

Ce fut le pronostic émis par l'illuminé Fukuyama saluant la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'URSS – deux événements de nature et de portée différentes -comme l'avènement d'une ère paisible pour un capitalisme sans entraves et sans crises...Or depuis 1989 les guerres n'ont pas manqué, ni les crises économiques. Néanmoins nos ministres de l'éducation nationale persistent. Luc Chatel veut aujourd'hui parachever l'œuvre entreprise depuis près de quarante ans, de mettre à mort l'enseignement de l'histoire et de la géographie. La contre réforme de Luc Chatel annonce le coup de grâce.

### **« Celui qui ignore son passé est condamné à le revivre. »**

Veut-on condamner la jeune génération à revivre la grande crise de 1929 ? Veut-on rendre inévitable la marche à de nouveaux affrontements guerriers, pour le pétrole, pour l'eau, pour les métaux rares, le tout déguisé en conflits de civilisation ? Ou en « lutte contre le terrorisme » ?

Le président de la république préfère les curés aux instituteurs. Avec Condorcet nous pensons que la théologie n'a rien à faire dans l'instruction publique et que celle-ci, gratuite, générale, laïque et obligatoire est due par la république à tous les jeunes, les futurs citoyens. Nous rejetons les affirmations intéressées de ceux qui prétendent que pour « rétablir le lien social » il faille développer le sens du « sacré » et souligner les « fortes valeurs fédératrices » des trois monothéismes, (tu ne tueras point, tu ne voleras point, tu aimeras ton prochain, vaste programme ironise Paul Veyne, et qui n' a jamais empêché les clergés de tous bords de bénir les guerres, les guerriers et les financiers ...)

Avec les grands révolutionnaires de 1789-1793, nous pensons que les hommes, les femmes et en particulier les jeunes générations ont besoin d'être éclairés et non pas endoctrinés, comme avant-hier sous Pétain sous la bannière du Sacré Cœur et du culte du chef, aujourd'hui sous le drapeau de l'Éducation civique moralisatrice façon patronage, où la tolérance, la solidarité et le développement durable sont chantés sur tous les tons : pendant que de multiples associations s'invitent dans les classes pour « construire un puits au Burkina Faso », on néglige d'enseigner aux collégiens la géographie de l'Afrique et aux lycéens le rôle du FMI, de la Banque mondiale et des

multinationales dans le pillage de ce continent.

Nous invitons tous ceux qui croient encore aux valeurs républicaines et démocratiques, à dire « halte au massacre de l'enseignement de l'histoire et de la géographie » et, comme première mesure d'urgence à signer la pétition de l'Association des professeurs d'Histoire et de Géographie qui exige le maintien de l'enseignement obligatoire de l'histoire géographique en terminale scientifique. La jeunesse a le droit de connaître le passé afin de pouvoir comprendre le présent et s'attacher ainsi à ne pas revivre les désastres qui ont toujours accompagné et suivi le déferlement de la misère, l'ignorance et l'enrôlement des hommes et des femmes au nom de la race ou de la religion ou de la terre.

Nous invitons ceux qui veulent se joindre à cet appel à le faire savoir auprès de Nicole Perron 71 A rue de Talant 21000 Dijon [lucienperron@wanadoo.fr](mailto:lucienperron@wanadoo.fr)

### **Premiers signataires .**

Paul Arrighi, docteur en histoire.

Michel Barbe, agrégé de géographie

Marie Claude Bartholy, professeur de philosophie

Odile Dauphin, coordinatrice du livre collectif L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée, vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ? paru en 2009 à l'Harmattan

Christine Excoffier, professeur d'histoire géographique, lycée Périer à Marseille

Rémy Janneau, agrégé d'histoire, ancien professeur à l'IUFM de Basse Normandie

Elsa Forey, professeur de droit public, Université de Franche Comté

Franck Labrasca, professeur de lettres à l'université Rabelais Tours

Claudie Lescot, professeur au collège Sonia Delaunay, en ZEP, Paris, XIX<sup>e</sup> arrondissement.

Jean Jacques Marie, agrégé, historien de la révolution russe

Danièle Moatti-Gornet, agrégée d'histoire, docteur en philosophie, professeur au lycée Simone Weill à Paris

Nicole Perron, agrégée, historienne de la révolution française

Serge Sebban, professeur au lycée Bergson, Paris XIX<sup>e</sup> arrondissement.

Jean Marc Schiappa, historien des babouvistes, président de l'Institut de recherches et d'études de la Libre pensée.

\* \* \* \*

## **La suppression de l'histoire-géographie en Terminale S:**

### **l'arbre qui montre la forêt.**

Par [Denis Collin](#)

Prise en elle-même, la suppression de l'histoire-géographie en terminale S n'est qu'un détail de l'ensemble du projet de réforme présenté par Luc Chatel au conseil supérieur de l'éducation et avalisé jeudi 10 avec la complicité de l'UNSA, du SGEN-CFDT et de la FCPE, trois organisations dont les liens avec la « gauche », notamment le PS, ne sont un secret pour personne. On pourrait même s'étonner de voir le ministre s'entêter sur ce point de détail et se dresser ainsi contre quelques-uns des membres éminents de sa majorité (Gallo, Guaino) ou des intellectuels (ou prétendus tels) qui la soutiennent. Mais cet entêtement a une raison : la suppression de l'histoire-géographie est un détail qui éclaire l'ensemble du projet de « réforme » du lycée, le mot « réforme » étant entendu ici au sens où les paysans parlent du « bête de réforme » pour désigner une bête qu'on se prépare à envoyer à l'abattoir.

### **Ce projet s'ordonne sur trois axes :**

- rendre possible les suppressions massives de postes de professeurs et leur remplacement éventuel par des contractuels recrutés à l'aide du nouveau « master pro » enseignement que Mme Péresse vient d'imposer ;
- procéder à la destruction de ce qui reste des « humanités » au lycée, et ce en conformité avec les promesses du président pendant la campagne de 2007.
- accentuer le chaos qui rend peu à peu des établissements ingérables, en attendant le moment où la privatisation de l'enseignement s'imposera comme la seule solution face à un enseignement public totalement délabré.

- 1 -

En ce qui concerne le premier point, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans toutes les disciplines, on diminue les horaires. La réforme est présentée comme permettant de redonner aux filières leur profit propre en rendant les S plus scientifiques et les L plus littéraires. Mais comme pour tous les discours gouvernementaux, il faut entendre exactement le contraire de ce que les mots veulent dire dans le langage ordinaire. Renforcer le caractère scientifique de la S revient à supprimer de très nombreuses heures d'enseignement. Le projet ne prévoit pas d'enseignement de culture scientifique pour tous et remplace en seconde des enseignements de détermination scientifiques et technologiques de 3h par un seul enseignement d'exploration de 1,5h. La structure proposée en première scientifique entraîne la perte de 4,5h d'enseignement scientifique : 1,5h en sciences physiques et chimiques (33 % de l'horaire actuel), 1h en sciences de la vie et de la Terre (25 %), 1h en mathématiques (20 %) et 1h de travaux personnels encadrés (50 %). Ces diminutions ne sont pas compensées en terminale. Notons que, dans le même temps qu'on rabote les horaires de sciences pour les scientifiques, on supprime purement et simplement les mathématiques pour les premières L ainsi que la spécialité « mathématiques » pour les terminales L – une spécialité, il est vrai, en survie difficile après qu'Allègre l'a une première fois supprimée en 2000. En ce qui concerne le renforcement du caractère littéraire de la L, Sarkozy avait promis plus de langues. Résultat: une heure en moins en 1ère et une heure en moins en terminale. Et pour bien affirmer le caractère littéraire de la L, la littérature passe de 4 à 2 heures en terminale !

Ces diminutions massives d'horaires permettront, n'en doutons pas, de justifier les suppressions de poste déjà programmées en vertu de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. D'autant que nous n'en sommes qu'à la phase 1 de la réforme du lycée. On peut encore tailler dans le vif dans les séries technologiques qui, pour l'heure, échappent encore à la hache réformatrice. Sans parler de la « réforme » du collège dont le tour viendra si rien ne vient enrayer cette machine infernale.

2 -

La destruction de l'enseignement classique, du lycée des « humanités » est engagée depuis bien longtemps. Cet enseignement classique, marque de la distinction aristocratique et repris par la bourgeoisie ascendante, est considéré aujourd'hui comme une entrave insupportable à la transformation de l'instruction en machine à formater des esprits « employables » et soumis aux impératifs de la rentabilité capitaliste. Le président hait la littérature. Son aversion pour Mme de Lafayette et *La Princesse de Clèves* est dans tous les esprits. On se souvient moins que, pendant la campagne électorale, il avait dénoncé l'enseignement des langues anciennes comme un luxe qui devait être réservé à ceux qui pouvaient se le payer mais que la république ne devait plus financer. Le résultat est là: dans la réforme Chatel, les langues anciennes ne sont des disciplines optionnelles que pour les séries littéraires, lesquelles ne regroupent que 10% des élèves. Alors que les séries S qui attirent souvent les meilleurs élèves sont celles qui aujourd'hui ont le plus d'élèves étudiant le latin et le grec, avec la réforme Chatel, cela ne sera plus possible.

Que ce « détail » ait échappé à la plupart des observateurs en dit long sur le degré de résignation, d'abandon et même de capitulation en rase campagne auquel nous sommes arrivés. La suppression de l'histoire-géographie en terminale n'est que le complément de cette mesure ravageuse, par laquelle nos gouvernants crachent sur le passé, sur les fondements de notre civilisation. Cela permet également de comprendre la réalité du prétendu débat sur l'identité nationale, un simple miroir aux alouettes pour capter les voix des racistes et des gros benêts xénophobes, les piliers de comptoir et tutti quanti à qui l'on donne un os « nationaliste » à ronger, pendant que l'on organise la liquidation pure et simple de la culture française, latine et grecque, au profit de la dictature totalitaire du capital qui ne parle aucune langue sinon le sabir des salles de marché et l'anglais d'aéroport.

Chatel, cadre commercial d'une multinationale, Lagarde, cadre financier d'une société américaine, Bachelot, ancienne représentante d'une multinationale de la pharmacie et Sarkozy « l'Américain », celui qu'on voit courir en maillot aux couleurs du district de police de New-York : voilà quelques représentants de ce « parti de l'étranger » que Jacques Chirac dénonçait jadis dans son « appel de Cochin » (1976) et c'est ce « parti » qui gouverne la France au profit de l'Empire. Voilà la raison politique profonde de l'entreprise de destruction des humanités. Car la culture classique, cet « éducation libérale » dont parlait Léo Strauss, celle qui nous invite à « écouter la conversation des grands esprits » et à apprécier « les belles choses », est devenue antinomique avec les exigences d'un monde d'où l'esprit a été chassé et où chacun est condamné à nager dans les eaux glacées du calcul égoïste. Rosa Luxemburg affirmait que l'alternative est « socialisme ou barbarie ». Les barbares sont déjà au pouvoir

3 -

Dans un numéro de 2003 de la revue « [Agone](#) », Franck Poupeau et Sandrine Garcia analysent ce qu'est « l'école de la remédiation » qu'on veut mettre en place: « Il suffit à l'État d'organiser la dégradation du service public pour que s'établisse une bipartition entre privé et public, faisant du premier un service éducatif payant et du second un lieu de gestion des plus démunis en capital économique et culturel. Ainsi, le compromis entre les forces économiques et l'État pourrait bien s'établir en laissant aux premières les écoles privées dont elles disposent déjà, au moins jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et l'enseignement en ligne pour le supérieur non obligatoire, des entreprises spécialisées dans l'éducation pouvant fournir les deux. Le service public d'éducation gardera ceux dont le marché ne veut pas et sans doute quelques formations vraiment sélectives, gratuites ou subventionnées, afin que l'élite de la nation puisse continuer à se reproduire, et cautionner à son tour ce fonctionnement du système d'enseignement. » Le lycée Chatel est la mise en œuvre de ce programme puisqu'il est centré sur la « remédiation », les heures de soutien individualisé, les projets pédagogiques d'établissement et toutes les calembredaines de l'éducation à la mode qui fut longtemps l'apanage de la gauche, notamment de la direction de la FEN (devenue UNSA) et du SGEN-CFDT, rejoints par la FCPE, organisation des parents de la classe moyenne supérieure qui veulent toujours moins d'école pour que leurs rejetons aient le temps de fréquenter les multiples formes d'instruction privée ou associative que les villes mettent à leur disposition.

Le résultat de tout cela est connu. Le partage des heures et des modules, soumis dans chaque établissement au « conseil pédagogique », va être l'objet d'une foire d'empoigne entre les professeurs des différentes disciplines et chacun trouvera de bonnes raisons pour réclamer pour lui les heures « généreusement » mises à disposition de l'établissement par le ministre qui sera débarrassé de tout souci de gestion : tout se passera au niveau de l'établissement. Le professeur de langues essaiera de compenser les heures perdues en 1ère et Terminale en prenant du « soutien » à son collègue d'histoire, le professeur de philosophie cherchera à anticiper le recul annoncé des L en offrant ses services à tous les niveaux, et ainsi de suite.

La multiplication des options autour d'un tronc commun en première va rendre les emplois du temps de plus en plus difficiles à faire. Le cadre de la classe va finir d'exploser – et par la même occasion celui du conseil de classe. Dans ce chaos annoncé, ne resteront, selon le dogme libéral, que des relations interindividuelles, le directeur d'établissement face à chaque professeur, les professeurs les uns face aux autres et seuls face à des élèves avec lesquels ils seront dans des relations purement individuelles, des relations entre le client et le prestataire de service, et on sait bien que dans ce cas, le client est roi. Le processus de « désinstitutionnalisation » analysé par Pierre Legendre va faire un grand bond en avant, un bond dans le vide. Dans ce monde du sujet-roi, souverain absolu, dans ce monde où le tiers, le savoir garanti par l'institution aura disparu, nous serons tout prêt de la guerre de chacun contre chacun. Pour le plus grand bonheur de la caste gouvernante et de la ploutocratie qu'elle représente.

Ainsi, la suppression de l'histoire-géographie doit être conçue comme l'analyseur de la réforme et non comme un motif de protestation isolé de l'ensemble de la réforme. Ce qui est en cause, ce n'est pas la restauration de l'histoire-géographie en terminale S mais l'abandon pur et simple de la réforme Chatel, comme le demande la déclaration

commune Sud, Cgt, Fo, Fsu, Snetaa, etc. et cela demandera demain qu'on ne s'en tienne pas aux déclarations ronflantes et au carnaval des journées d'action de 24 heures. La question est d'une manifestation nationale, d'une montée générale sur Paris pour obtenir la reddition du ministère, comme en 1994 le million de manifestants avant fait plier Bayrou.

\* \* \* \*

## **Sans-papiers.**

Un important meeting des travailleurs sans-papiers en grève a eu lieu à l'initiative de la CGT, le lundi 14 décembre, groupant environ 3000 travailleurs dans une belle ambiance marquée par les djembés africains et les tambours chinois sur lesquels tapaient des travailleuses venues de Chine et présentes en nombre au meeting.

La circulaire Besson, présentée par le gouvernement et initialement par certains responsables syndicaux, comme la réponse du gouvernement au mouvement des travailleurs sans-papiers, a été ainsi qualifiée par Raymond Chauveau, de l'Union locale CGT de Massy : elle *"n'est pas une circulaire de régularisation mais une circulaire anti-grève, qui amplifie l'arbitraire gouvernemental et n'offre aucune garantie."*

En effet, cette circulaire est suivie d'annexes qui exigent une durée de séjour de pas moins de 5 ans, ne traite que des travailleurs "déclarés" alors que les patrons les embauchent en général au noir, et exclut de façon discriminatoire les Algériens et les Tunisiens ...

Ont pris la parole après Raymond Chauveau, M. Doucourt gréviste et coordinateur de piquets de grève dans le bâtiment, un représentant de Solidaires, Mm Feng, gréviste chinoise, un représentant de la FSU, M. Coulibaly, gréviste, l'association Femmes Égalité, une gréviste, la Ligue des Droits de l'Homme au nom de plusieurs associations (ATTAC, MRAP, SOS Racisme, FASTI, ATMF, ACORT, ainsi que l'UNEF et le Syndicat de la Magistrature) et Francine Blanche de la direction confédérale de la CGT.

Il y a aujourd'hui environ 6000 grévistes et l'hiver est là avec la "trêve de Noël". Il aurait donc été nécessaire que, plutôt que de servir d'argument dans divers blogs et circulaires internes de la CGT pour asséner que les opposants réels ou supposés sont des "pisse froids" (sic) qui nient la réalité de cette lutte parce qu'elle est animée par des militants CGT -ce que sont aussi les opposants ou désignés tels ! -, ce beau meeting serve à donner des perspectives, lesquelles sont urgentes.

Pour l'instant, il est question d'interpeller les organisations ayant déjà pris position pour la régularisation des travailleurs sans-papiers pour qu'elles se démènent plus (à noter qu'il y a parmi elles l'UNSA, qui n'est pas venue au meeting du 14 décembre, et la CFDT qui n'a pas voulu y prendre la parole), d'interpeller les municipalités et de faire appel à la solidarité financière de tous (chèques à l'ordre de "Solidarité sans-papiers" collectés par la CGT).

C'est un peu court car la question est de gagner. Cette bataille courageuse, dure et

exaltante pour celles et ceux qui la mènent ne doit pas être un "exemple" mais une bataille nationale, étendue sur tout le pays et centralisée contre le ministère. Qu'on le veuille ou non, pour gagner, il faut l'unité dans une manifestation et un rassemblement commun contre le gouvernement ...

## **Restauration, suite.**

Nous apportons la semaine dernière notre approbation à la manière dont les fédérations de salariés CGT, FO et CFTC de la Restauration avaient tenu ferme en refusant de signer un accord qui pouvait à certains égards sembler intéressant financièrement, en expliquant que l'union des travailleurs, une question politique, était au cœur de toute négociation sérieuse sur la base d'un rapport de force, ce que ne font pas les directions confédérales adeptes du "dialogue social" qui voudraient faire croire que ceux qui les contestent ne sont pas pour l'obtention de vrais résultats ...

Hé bien il se confirme aujourd'hui que ces fédérations ont eu raison, mille fois raison, de tenir bon sous la pression du "vous n'allez quand même pas cracher sur des hausses de salaires". L'isolement politique dans lequel elles ont placé les patrons de la Restauration et le gouvernement, a contraint ceux-ci à reprendre les discussions et l'on a abouti à un nouvel accord, où la fameuse prime monte à 500 euros et est reconduite tant que dure la baisse de TVA sur les prix des restaurants et cafés, et où une hausse réelle des salaires de 5% est obtenue.

La preuve que c'est du dur et du vrai : le patron de la ligue hôtelière UMIH, qui déclarait à propos du projet d'accord précédent qu'il apporterait 6% d'augmentation et que CGT, FO et CFTC devraient s'expliquer avec les salariés du secteur sur pourquoi ils les empêchaient de gagner de l'argent, crie maintenant que cela va être le carnage pour ces pauvres hôteliers alors que l'augmentation salariale annoncée est de 5% !

Le gouvernement a hésité à étendre l'accord, dont il ne voulait pas lui non plus, et a estimé finalement plus sage de s'y résoudre, en raison de l'hostilité générale qu'aurait rencontré le patronat des hôtels-restaurant déjà destinataire d'une énorme manne d'argent public détourné ...

Morale de cette histoire : la vraie négociation sur la base d'un rapport de force, ça existe, et ça s'appelle du syndicalisme, et si c'était pratiqué nationalement, l'unité se ferait vite tous en grève contre Sarkozy et le MEDEF.

\* \* \* \*

## **Retour sur le congrès de la CGT.**

*Nous publions ci-dessous le point de vue de Charles Hoareau, dirigeant des Chômeurs CGT des Bouches-du-Rhône, sur le congrès confédéral de la CGT, pour information et comme contribution à la discussion*

(source : <http://www.rougemidi.org/>).

Le congrès de la CGT vient de s'achever mais certainement pas les débats qu'il a partiellement mis à jour. Et il ne pouvait en être autrement.

Quelques observations à l'issue de cette semaine :

**Un document remanié** Le document d'orientation a été profondément remanié d'une manière qualifiée même d'historique par les dirigeants de la CGT puisque 30% des 2700 amendements (un record !) ont été pris en compte. Il en ressort un texte plus offensif que le texte initial, où le capitalisme est plus clairement désigné comme cause en soi de la crise par une CGT qui réaffirme son caractère de classe et de masse. Un texte aussi qui prend en compte les interrogations sur la stratégie des luttes illustrée par le mouvement social de l'année 2009. Les 78% de votes POUR doivent s'apprécier à cette aune là. Ils montrent bien que le débat n'était pas pour ou contre la direction confédérale comme ont tenté de le faire croire certains mais pour une orientation et des valeurs.

**Des décisions à l'épreuve de la vie** Si des objectifs comme la maison commune des régimes de retraites ou le nouveau statut du travail salarié, fortement critiqués par une partie des délégué-e-s, n'ont pas été abandonnés, ils seront soumis à l'épreuve de la vie. Comme le disait, un délégué de Haute-Loire en particulier à propos des retraites « *le congrès va se dénouer sur le terrain* ». Cela se fera dans un contexte de crise aggravée dans un pays dirigé par un gouvernement de la droite la plus dure ce qui ne manque pas de susciter des volontés de résistance et de lutte. La presse dans son ensemble souligne d'ailleurs à propos des retraites « *la vigueur des délégués à refuser tout nouveau recul en la matière. Sur cette question comme sur d'autres* ». Cette épreuve de la vie montrera bien aussi ce qu'il adviendra de l'orientation sur les syndicats de sites ou l'application progressive de la loi sur la représentativité (autre point de fort débat) en particulier dans les entreprises de la sous-traitance ou dans les secteurs où la CGT est peu ou pas implantée.

**La volonté d'une CGT de lutte** Au-delà des votes qui font apparaître que 30% des délégué-e-s ont souhaité par leur choix affirmer une position de classe pas suffisamment portée selon eux par la direction confédérale, une majorité de délégué-e-s a clairement affirmé sa volonté d'une CGT de lutte. Si après deux jours de débats intenses une volonté de soutenir la direction s'est manifestée, cela s'est fait sur une volonté d'unité de l'organisation autour de cet objectif là et non comme un blanc seing à une « *cf déstabilisation* » voulue ou supposée de l'organisation. Cela est d'ailleurs visible en ce moment même dans le pays avec un niveau de luttes qui ne faiblit pas, luttes où la CGT prend le plus souvent une part prépondérante. Si interrogation il y a c'est bien sur la tactique des luttes, leur convergence, mais en aucun cas sur leur nécessité. Aucun délégué n'a pris la parole pour demander une CGT qui en rabaisse sur l'action ou qui, à l'image de la CES aspire à « *sauver le capitalisme de lui-même !* ».

**Des débats souvent déformés...** La presse, comme c'est maintenant systématiquement le cas depuis le congrès de Strasbourg [1], a joué un rôle non négligeable dans les débats en publiant des analyses souvent non conformes à la réalité. Il en est ainsi de l'épisode de la candidature Delannoy, de ses causes, de son impact. Mais comme le souligne justement l'AFP « *les oppositions sont apparues plus*

*larges que celle incarnée par le métallo nordiste, certains cégétistes critiques envers la direction ne voulant pas pour autant mêler leurs voix à celles des amis de M. Delannoy.*  
» De même c'est mal connaître la CGT (ou poursuivre d'autres buts) que d'attribuer les critiques à tel ou tel groupe politique (dont curieusement Rouge Vif ferait partie alors qu'à aucun moment collectivement ou individuellement nous ne nous sommes exprimés sur le congrès !) qui instrumentaliserait le débat. Quand des fédérations ou des organisations disent leur désaccord sur tel ou tel élément de l'orientation ou de l'activité, pas forcément les mêmes d'ailleurs, elles n'obéissent pas à des « consignes » venues d'on ne sait où, mais se situent par rapport aux salariés qu'elles défendent dans un contexte professionnel donné. Ne pas voir cela c'est pour le coup faire preuve d'archaïsme, cet archaïsme que d'aucuns, souvent les mêmes, reprochent à la CGT et ne pas mesurer qu'il peut y avoir des approches syndicales différentes et que celles-ci dépassent les questions d'engagement politique.

**...Et qui se poursuivront** Pour ne prendre qu'un exemple, vouloir préserver un comité national chômeurs et des comités chômeurs locaux n'est l'apanage d'aucune organisation politique qui aurait fait de cette question son cheval de Troie du congrès, mais le fait de militant-e-s qui veulent une CGT de lutte capable d'organiser la classe ouvrière de notre temps.

Représentativité, unité syndicale, tactique des luttes, évolution de la structuration des syndicats dans une organisation capitaliste de la production et des services qui évolue, les sujets de débats ne manquent pas. La leçon de Nantes c'est que les délégués se sont inscrits dans cette perspective en plaçant la lutte comme boussole de leurs discussions et actions.

C'est même une nécessité pour enrayer la chute du nombre de syndiqué-e-s (- 70 000 depuis le dernier congrès) et permettre une remontée des forces organisées dont le salariat a bien besoin.

Charles Hoareau.

\* \* \*

## **COMMUNIQUE COMMUN DES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DU VAR**

**FSU – CDAL - FCPE – DDEN – SE .UNSA – UNSA education83 – FOL  
- CDAFAL 83 – ATTACVar - Libre Pensée**

suite à la réunion du 12 décembre 2009 à la Seyne/mer

La rentrée 2009/2010 a été marquée par une régression budgétaire sans précédent dans l'éducation nationale :

14 000 élèves supplémentaires ont été accueillis alors que 6 000 postes ont été supprimés !

**Le gouvernement annonce la suppression de 16 000 postes en 2010 :**

- **combien d'élèves par classe à la rentrée 2010/2011 ?**

- **combien de classes, combien d'écoles publiques seront fermées ?**

L'école maternelle a perdu près de 14 000 places par an depuis 3 ans en France. La scolarisation des deux ans continue de baisser passant de 21 à 18 % .

Les jardins d'éveil payants à la charge des collectivités locales et des parents ne peuvent constituer une réponse adaptée à la demande des familles.

Pendant ce temps, le **financement des écoles privées** ne cesse d'augmenter.

L'Etat et les collectivités territoriales (Régions, Départements, Communes) ont versé près de **10 milliards d'euros aux écoles privées en 2006** (inventaire non exhaustif)

Ce sont 200 000 emplois temps plein avec les charges...

Ce sont plus de 150 euros d'impôt par an et par habitant...

Ce sont 10 milliards d'euros détournés des fonds publics

**« fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée »**

Depuis 2008, la Loi est encore plus favorable à l'égard des écoles privées : en effet la **Loi Carle** instaure un véritable « chèque éducation » et une parité public/privé qui n'existe pas dans la Constitution. Elle oblige les collectivités territoriales à financer les écoles privées sous contrat hors commune sous certaines conditions, mais sans accord préalable : **cette dépense supplémentaire est estimée à 500 millions d'euros par an !**

La parité ce n'est pas 1 classe fermée dans le public et 1 classe ouverte dans le privé !

Pour exemple, à la rentrée 2009/2010 à la Seyne sur mer, mis à part deux écoles maternelles d'éducation prioritaire classées « réseau ambition réussite » toutes les autres, y compris en éducation prioritaire, enregistrent des moyennes comprises entre 25 et 28 élèves par classes, sans scolarisation des enfants avant 3 ans, alors que l'école maternelle privée toute neuve enregistre une moyenne de 22 élèves par classe avec une scolarisation des enfants bien avant 3 ans !

Le séparatisme scolaire à la Seyne sur mer coûte 45 000 € par an une dépense non imposée par la Loi qui aurait pu couvrir des dépenses de fonctionnement pour les 32 écoles de la République.

A la Seyne sur mer, deux écoles maternelles publiques ont toutes leurs classes logées dans des préfabriqués très anciens avec des effectifs moyens de 28 élèves par classe, certaines écoles n'ont pas de préau, d'autres n'ont pas de salle de motricité, plusieurs sont encore à réhabiliter.... Des projets REP n'ont pas été financés cette année...

**L'école privée à 95 % confessionnelle n'est pas toujours un libre choix.**

**Elle peut devenir un choix incontournable** à cause des fermetures de classes et d'écoles publiques, surtout en milieu rural et pour l'enseignement technique et supérieur.

Alors que l'enseignement public, gratuit, à tous les niveaux est un devoir de l'Etat, le gouvernement met en place une politique de désengagement de ce devoir au profit des écoles privées.

**Aussi, nous réaffirmons notre attachement à l'école publique, laïque et républicaine, la seule garante de l'égalité des droits pour tous, de la mixité sociale et de la gratuité.**

Le principe fondamental de la laïcité est inscrit dans l'alinéa 13 du préambule de la Constitution de 1946 comme suit : **« l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir d'Etat »**

**Nous refusons que l'enseignement privé soit favorisé par des fonds publics.**

Le Savoir et tout ce qui permet sa diffusion ainsi que son développement, constituent un bien commun dont la qualité doit être considérée comme une priorité au cœur de tout projet politique humaniste et progressiste. Elle ne saurait être enfermée dans des logiques marchandes de rentabilité financière ou polluée par une idéologie sécuritaire porteuse de formatage et de mutilations de l'intelligence. Elle doit au contraire se nourrir de démocratie et d'ambition créatrice au service de l'émancipation.

**L'école laïque est le lieu où s'instruisent, se reconnaissent et se socialisent tous les enfants. La seule école de la République, l'école du « vivre ensemble ».**

**Pour ces raisons, nous demandons :**

**- La transparence totale du financement des écoles privées.**

**- L'abrogation des lois qui remettent en cause le principe constitutionnel de laïcité** (loi Barangé de 1951, Loi Debré de 1959, Loi de 2004, Loi Carle de 2008)

**- En attendant, nous demandons que les collectivités territoriales cessent tout financement non imposé par la loi** et qu'elles ne participent pas aux dépenses de fonctionnement des écoles privées maternelles ni aux dépenses d'investissement des écoles privées du primaire et du secondaire qui ne sont pas sous contrat d'Etat.

**Nous appelons la population à signer massivement la pétition** qui sera adressée aux collectivités territoriales du département.

**Nous l'invitons à participer activement à la conférence débat animée par Eddy KHALDI auteur de « main basse sur l'école publique » samedi 16 janvier**

**2010 à 9 heures Centre RATP Tamaris à La Seyne sur mer**

\* \* \* \*

**Appel à tous les travailleurs, syndicats, partis, associations et personnalités attachés à la défense des droits ouvriers et des libertés publiques, lancé par l'Intersyndicale et le comité de lutte Continental Clairoix :**

Le procès en appel des six condamnés de **Continental Clairoix** vient devant la cour d'appel d'Amiens le mercredi 13 janvier 2010.

Il y aura une manifestation ce jour là : lieu de rendez-vous à 11H00 gare d'Amiens point de départ.

**Tous ensemble, tous mobilisés,**

- pour exiger la relaxe de ceux qui se sont battus
- pour s'opposer aux licenciements et pour le droit à la vie de tous leurs camarades.

La cour d'appel d'Amiens vient de faire savoir que le procès en appel du jugement du tribunal de Compiègne qui avait condamné lourdement six manifestants qui protestaient contre la fermeture de leur usine Continental de Clairoix, se tiendrait le mercredi 13 janvier. Avec encore plus de force que dans les semaines passées, l'exigence d'une relaxe pour les six salariés condamnés doit se manifester le plus largement possible.

Les condamnations pénales et financières prononcées contre ces six salariés sont un acte de vengeance contre la lutte victorieuse des 1120 travailleurs de Continental Clairoix, et une condamnation pour l'exemple qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs du pays, destinée à faire régner un climat de peur contre tous ceux qui refuseraient l'arbitraire patronal et gouvernemental.

Mais en plus, pour prononcer ces condamnations, le tribunal, à la demande du parquet, et donc des autorités gouvernementales, a remis sur pied, en toute illégalité, une loi abrogée depuis 28 ans, à cause de son caractère liberticide, comme l'avait qualifié alors le ministre de la justice Robert Badinter. L'atteinte aux libertés publiques, par cette réintroduction de la loi dite "anticasseurs", qui permettait, comme c'est le cas dans cette affaire, de condamner des personnes sans avoir de faits précis à leur reprocher, au nom d'une prétendue responsabilité collective qui découlerait de leur seule présence à une manifestation, est une menace grave pour les libertés publiques. D'ailleurs, ceux qui rêvent de s'en prendre à toutes les contestations, ont immédiatement réclamé que soit généralisé dans tout le pays, et pour toutes les manifestations, ce qu'ils ont appelé "la jurisprudence Continental".

Bien sûr, il faudra qu'il y ait ce jour là à Amiens un rassemblement le plus large et le plus puissant possible pour exiger l'arrêt de cet acharnement juridique contre ceux qui sont deux fois victimes : une fois en tant que licenciés de ce géant de l'Industrie, délinquant

récidiviste protégé par le pouvoir, et une deuxième fois, victime de l'arbitraire d'une condamnation non fondée. Mais dès maintenant, il y a urgence pour que monte la protestation afin d'exiger la relaxe des six et la défense des libertés publiques. Ces protestations peuvent déjà se faire par l'envoi de messages au président de la Cour d'appel, Palais de justice 80000 Amiens. Mais cette protestation devrait prendre de l'ampleur au travers d'initiatives que le personnel de Continental Clairoux, et ses représentants, toujours mobilisés aux côtés de leurs camarades condamnés, entendent construire avec tous ceux qui ne veulent pas rester passifs devant cette attaque contre les libertés publiques. Nous leur demandons pour cela, d'entrer en contact avec nous, le plus rapidement possible.

\* \* \* \*

## **Interpol au service du pouvoir iranien**

Le camarade Koorosh Modaresi, secrétaire général du Parti communiste-ouvrier hekmaliste d'Iran, se retrouve fiché comme terroriste sur le site d'Interpol, à la demande de la République islamique d'Iran.

Pourtant, on pourrait légitimement croire qu'un régime qui organise la lapidation les femmes dites adultères, qui pend les homosexuels, qui matraque les étudiants, qui persécute ceux qui ne veulent pas se plier au culte religieux officiel, qui réprime les ouvriers en lutte pour leurs salaires, qui emprisonne tout opposant, devrait figurer sur la liste noire mondiale des ennemis de la liberté. Et en matière de terrorisme, ce même régime affiche sa volonté de posséder les moyens du meurtre de masse en cherchant à rejoindre le club mondial des possesseurs de l'arme atomique, autre groupe terroriste bien connu.

Après le cinéma de Copenhague, cet épisode policier illustre la connivence, par delà les rivalités et conflits d'intérêts, des États actuels. Pour eux, le terrorisme commence avec ceux qui justement veulent en finir avec leur terrorisme !



# Militant

## **Devenez correspondant(e) / diffuseur de Militant dans votre ville ou votre secteur professionnel :**

Adressez un chèque de 20 € à l'ordre d'APE à : Militant, 18 rue Victor Massé 75009 Paris.

### **Comité de rédaction élu à l'AG du 6 juin 2009 :**

Eric AUGNET (Syndicaliste CFDT -14), Fathia « Nadia » BENAMAR (militante pour le droit au logement Paris 18ème), Sylvie BONNIN (syndicaliste FO - 03), Raymond DEBORD (militant du PS - Paris 3e), Olivier DELBEKE (syndicaliste CGT - 94), François FERRETTE (militant communiste et syndicaliste SNASUB-FSU - Alençon ), Franck MARSAL (militant PCF - 59), Houaria MOUALEK (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Vincent PRESUMEY (militant PS et syndicaliste FSU - 03), Farida SAIDOUNI (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Yves THEIS (conseiller municipal PCF, syndicaliste CGT - Cosnes d'Allier), Kamel ZORGUI (ouvrier sans-papiers - 95).

**Pour soutenir et élargir la diffusion de Militant-la Lettre de liaison : Faites circuler notre bulletin ! Abonnez-vous à notre liste de diffusion !**

**<http://www.le-militant.org/>**